

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/37/639

S/15498

23 novembre 1982

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-septième session

Points 25, 58, 59, 90, 121 et 122 de
l'ordre du jour

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES
CONSEQUENCES POUR LA PAIX ET LA
SÉCURITÉ INTERNATIONALES

DÉVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON
VOISINAGE ENTRE ÉTATS

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALE

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR
LES RÉFUGIÉS

RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL POUR
L'ÉLABORATION D'UNE CONVENTION
INTERNATIONALE CONTRE LE
RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE
FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION
DE MERCENAIRES

RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS
ENTRE ÉTATS

UN LIBRARY

NOV 26 1982

UN/SA COLLECTION

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-septième année

Lettre datée du 19 novembre 1982, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'un appel adressé aux peuples du monde par les participants à la Conférence internationale sur le développement économique et social et les risques de conflits, qui s'est tenue à Kaboul du 12 au 15 novembre 1982, et de demander que le texte de la présente lettre et de son annexe soit distribué comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 25, 58, 59, 90, 121 et 122 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) M. Farid ZARIF

ANNEXE

APPEL AUX PEUPLES DU MONDE

Kaboul, 15 novembre, Bakhtar : Les participants à la Conférence internationale sur le développement économique et social et les risques de conflits, qui s'est tenue à Kaboul du 12 au 15 novembre 1982, ont adressé aux peuples du monde un appel ainsi conçu :

Les participants à la Conférence internationale sur le développement économique et social et les risques de conflits, qui s'est tenue à Kaboul du 12 au 15 novembre 1982, sous les auspices du Conseil mondial de la paix, ont examiné les données de la situation qui s'est créée autour de l'Afghanistan et sont parvenus aux conclusions suivantes :

- A. Cette situation, qui résulte d'interventions extérieures armées et d'activités contre-révolutionnaires internes, constitue une grave menace pour la paix et la sécurité non seulement dans la région, mais dans le monde entier;
- B. L'Afghanistan doit faire face à une guerre non déclarée, livrée à partir du territoire pakistanaï avec l'appui des Etats-Unis, de la Chine et de forces réactionnaires dans le monde arabe;
- C. Les efforts déployés par le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan pour rétablir la sécurité et la stabilité internes et pour mener à bien des programmes de développement économique et social ont donné des résultats très positifs;
- D. N'eût été cette ingérence constante et croissante, sous la forme d'interventions armées et sous d'autres formes, y compris la propagande sinistre des organes d'information occidentaux, les efforts déployés pour accélérer le progrès économique et social auraient donné des résultats encore meilleurs;
- E. Le Gouvernement et le peuple afghans ont le droit inaliénable de se doter d'un système politique et de suivre la voie du développement social qu'ils ont choisie conformément aux intérêts du peuple afghan.

Les participants à la Conférence sont convaincus, par ailleurs, que la situation qui s'est créée autour de l'Afghanistan ne saurait être dénouée que par un règlement politique, lui-même l'aboutissement de négociations pacifiques menées entre les Etats intéressés de la région, assorti de garanties internationales fiables.

A cet égard, les propositions faites par le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan, le 14 mai 1980 et le 24 août 1981, fournissent un point de départ raisonnable, réaliste et souple pour la conduite de ces négociations et l'instauration de la paix et de la sécurité tant à l'intérieur qu'autour de l'Afghanistan. La sincérité ainsi que le caractère constructif et pacifique de ces propositions ressortent clairement de dispositions telles que celles qui sont énoncées ci-après :

- A. La non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats de la région doit être garantie et le territoire d'un Etat ne doit pas être utilisé pour des agressions contre un autre Etat;
- B. Malgré une préférence pour des entretiens bilatéraux en vue d'un règlement avec le Pakistan et l'Iran, la République démocratique d'Afghanistan est disposée à engager des entretiens trilatéraux ou multilatéraux;
- C. Le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan est prêt à entamer des négociations en faisant appel aux bons offices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de son représentant, puisque le Gouvernement pakistanais, dans une attitude déraisonnable et intransigeante, refuse d'engager des entretiens directs avec le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan;
- D. Le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan est disposé à examiner au cours de telles négociations d'autres problèmes en suspens entre l'Afghanistan et le Pakistan, afin de normaliser les relations entre les deux pays;
- E. Le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan est prêt à accorder une amnistie générale à tous les Afghans vivant temporairement dans des pays voisins, à leur garantir une assistance pour leur permettre de reprendre une vie normale en Afghanistan et à discuter de façon réaliste la question des personnes qui ne souhaitent pas revenir en Afghanistan;
- F. Des garanties internationales sûres doivent être données en ce qui concerne la cessation définitive des interventions armées et autres formes d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan;
- G. Dès que la guerre non déclarée qui se déroule sous forme d'agressions et d'autres ingérences étrangères aura cessé, le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan envisagera de demander le retrait du contingent limité de troupes soviétiques qu'il avait invité.

Les participants à la Conférence sont persuadés que ces propositions et l'attitude même du Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan devraient permettre de mettre fin aux hostilités et d'instaurer la stabilité, la paix et la sécurité dans la région.

Les participants à la Conférence invitent donc les peuples du monde et en particulier de la région de l'Asie du Sud et du Sud-Est, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, à soutenir les efforts visant à régler la situation qui s'est créée autour de l'Afghanistan afin de :

- Restaurer la paix, la sécurité et la stabilité autour de l'Afghanistan;
- Renforcer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan;
- Réduire les tensions dans la région et promouvoir l'amitié et la coopération entre les Etats de la région;
- Promouvoir la paix et la sécurité dans la zone de l'océan Indien et renforcer la paix mondiale.

Les participants à la Conférence sont convaincus que seul un soutien énergique de ces propositions sérieuses et valables pour une solution politique permettra d'atteindre l'objectif recherché, à savoir régler la situation qui s'est créée autour de l'Afghanistan.
